

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir

P

P R E S S E
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr
Facebook : <https://www.facebook.com/pcf23/>
Tweeter : @PCF_23

Déposé le 07.07.2017

Directeur de publication : Marie Héléne Pouget-Chauvat - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret



Cher-e-s ami-e-s, Cher-e-s camarades

Vers un congrès extraordinaire du PCF en 2018

Même si l'élection de 11 communistes montre une réelle capacité de rassemblement et de résistance force est de reconnaître qu'entre l'abstention record, l'éparpillement des voix, le score du PCF est faible. La résolution du Conseil national du PCF du 23 juin indique la nécessité

d' **« ouvrir un débat large pour réinventer la gauche »** ainsi que celle **« d'un processus de débats et d'actions vers un congrès extraordinaire en 2018 »**

Le PCF se doit de remettre en chantier une stratégie et des pratiques de conquêtes et de victoires durables pour la transformation sociale. Cela exige de notre part de nous réinventer pour être un parti communiste du XXI^e siècle à la hauteur de cet objectif tout en travaillant à l'émergence d'une construction politique, à vocation majoritaire, de l'ensemble de la gauche de transformation sociale. »

Les communistes sont appelés à lancer un processus de débats pour aller vers un congrès extraordinaire en 2018.

Ils maîtriseront eux-mêmes la démarche pour faire un bilan politique de la période récente de ces 15 derniers mois, et aussi des problèmes stratégiques persistants depuis de nombreuses années.

Les initiatives successives de la Gauche plurielle, des Collectifs anti-libéraux, du Front de Gauche n'ont pas permis de rendre crédible une alternative radicale à la crise du capitalisme, n'ont pas permis de faire émerger l'utilité des propositions du PCF.

Une première liste de questions à traiter a été adoptée par la direction du PCF. Elle porte sur la construction de la transformation sociale en lien avec les évolutions actuelles du monde.

Il existe toujours en France un désir de changement majoritaire vers plus d'honnêteté en politique, plus de justice sociale, de démocratie réelle, de paix et de sécurité, de respect de l'environnement.

Le président Macron et son gouvernement veulent faire adopter par ordonnances le projet de flexibilisation maximale du travail. Le PCF s'engage dans la bataille contre ces lois d'ordonnances et pour une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation afin de lutter efficacement contre le chômage.

Pour contribuer à la mobilisation populaire, les communistes organiseront pendant toute la période estivale, partout en France, des initiatives publiques de la campagne « L'été n'est pas fait pour casser le Code du travail ».

Marie-Héléne Pouget-Chauvat

Bonjour,

Je m'appelle Marie-Laure Lucquiaud-Bonhomme et je vais remplacer Armelle au poste de secrétaire coordinatrice bien qu'elle soit irremplaçable. J'ai 50 ans, mon mari est décédé. J'ai deux enfants : Morgane, ma « grande » de 20 ans et Abel mon « schtroumpf » de 8 ans. Creusoise pure souche, j'habite Saint-Vaury. J'ai eu un parcours hétéroclite : formation de base en secrétariat-comptabilité mais j'ai aussi été caissière, monitrice auto-école, routier J'espère ne pas vous décevoir et j'ai hâte de vous rencontrer.

Compte tenu du changement de service que cela implique :

**La Fédération et la bibliothèque sont ouvertes :
Les Lundi, Mardi, Vendredi de 8h à 13h et le jeudi de 10h à 15h
Cet été les locaux de la Fédération seront fermés
du 12 au 19 juillet inclus et du 12 au 17 Août inclus**



L'Arabie saoudite en difficulté

L'Arabie saoudite est confrontée, depuis quelque temps à plusieurs difficultés qui pourraient se manifester, comme c'est déjà le cas par la mise en œuvre d'une politique de changement qui va en s'accroissant depuis l'arrivée du roi Salman en janvier 2015. En pratique, l'Arabie saoudite doit faire face à l'augmentation de l'influence iranienne et, dans le même temps, à une détérioration de ses relations avec les Etats-Unis. Cette évolution coïncide avec la baisse de ses revenus pétroliers et avec une montée de la contestation de sa jeunesse en mal de réformes. La volonté de leadership de l'Arabie saoudite sur le monde arabe est une réalité, mais les obstacles s'accumulent : elle a rompu avec le régime de Bachar El-Assad, elle soutient des groupes d'opposants (sunnites) ainsi que des milices salafistes. Au Liban, elle a perdu de l'influence au profit du Hezbollah. Au Yémen, son intervention contre le président Saleh s'est retournée contre elle puisque les Houthis, soutenus par l'extrême gauche ont renversé le gouvernement installé par Riyad. Par ailleurs, l'Etat islamique a déclaré la guerre à l'Arabie saoudite appelant la population à se rebeller contre la famille royale.

Parallèlement, les relations avec la République islamique d'Iran se sont dégradées au point que, depuis le sac de l'ambassade saoudienne à Téhéran en janvier 2016, les relations diplomatiques ont été rompues. Riyad reproche à l'Iran de développer son influence au Moyen-Orient au travers de « l'arc chiite » (Téhéran, Gaza, Bagdad, Damas, Beyrouth). Certes, l'accord international sur le nucléaire iranien aurait pu rassurer l'Arabie saoudite, mais ce n'est pas le cas parce qu'elle craint que cet accord ne soit pas respecté par Téhéran. Il est vrai que certains observateurs soupçonnent l'Arabie saoudite de ne pas être totalement crédible sur sa propre politique nucléaire, voire d'agir sur ce point par procuration (avec le Pakistan ?).

Au surplus, l'axe majeur de sa politique étrangère, c'est-à-dire son alliance privilégiée avec les Etats-Unis, depuis les accords du Quincy de 1945 (concrètement : pétrole contre sécurité) fait l'objet de critiques réciproques. Riyad reproche aux Etats-Unis

de ne pas suffisamment agir sur Israël pour imposer une solution à deux Etats dans le conflit israélo-palestinien ; de plus, la « mollesse » de B.Obama lors de l'utilisation par B.el-Assad de l'arme chi-



mique a été très critiquée. De leur côté les Américains dénoncent des atteintes aux droits de l'homme et surtout des accusations de financement du terrorisme par l'Arabie saoudite ont été officiellement émises. Enfin, les saoudiens ont vu d'un mauvais œil, le vote par le Congrès d'une loi autorisant les citoyens américains victimes d'actions terroristes à poursuivre en justice des Etats étrangers. Il est évident que l'attitude de Donald Trump sur ces différents points sera observée avec attention, surtout que s'agissant des relations américaines avec Israël, rien ne semble avoir changé. L'Arabie saoudite a provoqué une chute des cours du pétrole depuis 2014 ; aujourd'hui, elle ne parvient plus à rétablir un marché régulé des hydrocarbures à cause d'intérêts divergents au sein des pays de l'OPEP et de pays producteurs non membres de l'OPEP sans oublier le rôle majeur de la Russie et de l'Iran dans ce domaine. Les conséquences budgétaires sont importantes puisque Saudi Aramco contribue à plus de 70% des recettes. Or, l'Arabie saoudite doit faire face à une contestation de sa jeunesse en matière de formation et d'emploi. Tous ces éléments vont impacter la politique de la famille régnante et du roi Salman. La rupture récente avec le Qatar en est peut-être un signe avant-coureur.

Alain Roudier

Formations : Nous reprendrons nos formations mensuelles en septembre :

21-09 9h30 : L'effondrement d'une civilisation

14-10 9h30 : Géopolitique de l'Iran

18-11 9h30 : La Révolution russe de 1917 - 2ème partie

SERVICES PUBLICS ---Les attaques en Creuse

La défense du service public du 21^{ème} siècle

Le Comité National de Défense du Service Public au 21^{ème} siècle, dont fait partie activement notre Parti, a élaboré à travers plusieurs réunions et colloques, douze priorités pour mettre celui-ci en place. Nous allons examiner les six premières dans un premier temps et sommes ouverts à toute opinion sachant que le Service Public du 21^{ème} siècle se doit de répondre aux besoins de la population et à leurs évolutions.

Le premier point est la mise en place d'un moratoire sur les fermetures, les restructurations et privatisations de services publics. Objectif premier dans toutes nos luttes menées depuis 2005, il est très rarement appliqué ou il est trahi par de fausses promesses ou de faux engagements comme à la poste qui privatise malgré des contraintes de service public.

Le second est la création et la mise en place de commissions de service public associant les usagers, les personnels et les élus à tous les niveaux du territoire. Ces commissions doivent avoir à charge d'organiser des débats publics afin de définir les besoins et les missions devant relever de l'intérêt général. Mises en place en Creuse en 2005, leur difficulté à garder une vie pérenne dans le temps, avec une organisation issue de structures administratives ou de collectivités, s'avère délicate mais pas impossible.

Le troisième : l'intégration dans les Services Publics, au niveau de leur direction, d'une représentation démocratique des personnels, des usagers et des élus, qui permettrait de peser réellement sur les décisions – s'impose. Ainsi nombre de faux-fuyants sur des aspects techniques ne seraient plus opposables à de réels besoins des usagers.

Le quatrième, primordial d'un point de vue politique, est la reprise (nationalisation, socialisation, municipalisation) de ces missions d'intérêt général transférées au secteur privé/marchand. A l'heure actuelle, la bataille de l'eau se développe fortement en Ile de France mais aussi ailleurs et doit perdurer. Les plus grands groupes concernés, au niveau mondial, ne sont-ils pas français ?

Le cinquième : l'extension des services doit répondre à de nouveaux besoins et à des missions sociales (politique familiale, petite enfance, personnes âgées et/ou isolées, dépendance, logement, numérique et haut débit) et écologiques (préservation de biens communs et de la biodiversité, aide à la maîtrise individuelle et collective des impacts environnementaux climatiques). Une attention particulière doit d'ailleurs rapidement être portée sur le danger que représente la mise de côté de toute une population non pourvue d'informatique et qui se retrouve ainsi entièrement marginalisée.

Le sixième point est la garantie des statuts, gage d'indépendance et de stabilité des agents, d'égalité de traitement et d'efficacité pour tous les usagers. Cela nécessite des créations d'emplois statutaires pour répondre aux besoins immédiats et des titularisations de personnels précaires. Dans ce cadre-là, les réformes de structures territoriales sont des éléments forts d'une privatisation du secteur Public par phases successives. Privatisation déjà bien engagée mais qui, à terme, va toucher les usagers comme les élus.

Claude Améaume

Le 25 juin avait lieu notre fête départementale : beaucoup de monde et presque 70 personnes au repas, tous les partis dits de gauche étaient invités pour la fête à l'apéritif fraternel : seuls le PS et EELV ont répondu. Il est vrai qu'après ces séquences électorales très compliquées les blessures, les troubles des égos... ne sont sans doute pas encore cicatrisés, laissons le temps au temps. Ceux qui étaient là ont bien profité de l'ambiance festive, du repas et du spectacle sur la Commune de Paris « le temps des cerises » superbement mené par Catherine et Jean Claude ! Un grand merci à tous les bénévoles qui ont permis que cette fête se fasse.

Les gagnants de la tombola sont :

		N° TICKET	NOM
1ER LOT	BON D'ACHAT 250€	290	DELUCHAT YVON
2e LOT	BON D'ACHAT 150€	1351	GERBAUD (Pradignac)
3e LOT	UN ROBOT PATISSERIE	123	TROUVAT (Buffière)
4e LOT	UN ENSEMBLE DE JARDIN	392	FAURILLON
5e LOT	UN BARBECUE CHARBON	1629	ANDROUZ (J. Guillot)

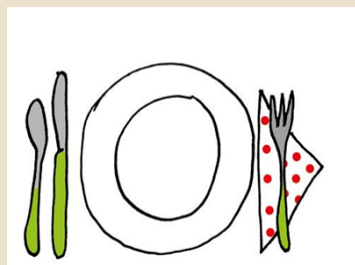


Armelle, notre secrétaire coordinatrice qui soutient la Fédération du PCF avec dévouement, générosité et compétence depuis des années, nous quitte pour des vacances bien méritées à partir du 1er juillet, ces vacances qu'on nomme retraite.

Mais heureusement, Armelle ne nous oublie pas, elle est toujours militante acharnée, trésorière, membre du CD et est toujours disponible pour un coup de main.

Merci pour tout et à bientôt

MH



Parlez en autour de vous & venez nombreux pour passer une bonne journée !

PIQUE NIQUE dans la prairie de la fédération

Samedi 2 septembre à midi

Auberge espagnole, chacun amène un plat que l'on partage.

FETE DE L'HUMANITE

15 – 16 - 17 septembre à La Courneuve
Le stand du Limousin vous y attend !

Vignettes disponible à la fédération

Une grande Fête de la paix et de la fraternité humaine.



Les Groupes de députés qualifiés « à gauche »

• **Les communistes** : 16 membres, *présidence* : André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme
Nom: Gauche démocrate et républicaine

11 députés communistes et 5 députés ultramarins élus DVG

B. Azerot (Martinique, 2e), H. Bello (Réunion, 2e), M. Brotherson (Polynésie française, 3e), A. Bruneel (Nord, 16e), M. Buffet (Seine-Saint-Denis, 4e), A. Chassaigne (Puy-de-Dôme, 5e), P. Dharreville (Bouches-du-Rhône, 13e), J. Dufregne (Allier, 1ère), E. Faucillon (Hauts-de-Seine, 1ère), S. Jumel (Seine-Maritime, 6e), J. Lecoq (Seine-Maritime, 8e), J. Nilor (Martinique, 4e), S. Peu (Seine-Saint-Denis, 2e), F. Roussel (Nord, 20e), G. Serville (Guyane, 1ère), H. Wulfranc (Seine-Maritime, 3e).

• **La France insoumise** : 17 membres, *présidence*: Jean-Luc Mélenchon, député des B.-du-Rhône

Composition: élus de La France insoumise et venus du Parti de gauche, PCF français, Ensemble! Résistance Égalité 974 (La Réunion).

• **Nouvelle Gauche (socialistes)** 31 membres, *présidence*: Olivier Faure, député socialiste de Seine-et-Marne

Composition : 31 membres, dont 28 PS : D. Batho, S. Le Foll, O. Dussopt, D. Habid, Guillaume Garot, etc., un élu MRC : C. Hutin et deux élus DVG martiniquais : S. Letchimy, J. Manin